

REVUE DE PRESSE du 10 janvier 2014



A l'occasion du boycott unitaire de la première convocation du CTL Emplois, l'intersyndicale DGFIP de Haute-Garonne a tenu une conférence de presse.



Les finances publiques ne cautionnent pas la casse

BOYCOTT



A l'appel des trois syndicats CGT, Solidaires et FO les salariés des finances publiques ont refusé, hier matin, de siéger au comité technique local qui devait valider la suppression de 18 postes en Haute-Garonne. Cette compression d'effectifs s'inscrit dans les 1988 suppressions de postes

programmées au niveau national dans le projet de loi de finance 2014. Mais pour les syndicats elle ne constitue que la partie visible de la casse programmée des services qui accusent depuis plusieurs années un déficit de 50 à 60 postes budgétés mais non pourvus.

Cette érosion des moyens génère un allongement chronique des délais de traitement des dossiers, du paiement des entreprises qui travaillent pour les collectivités locales, et un taux de recouvrement des contrôles fiscaux positifs qui plafonnent autour de 30 %. Une réalité incompatible avec la réforme fiscale, la lutte contre la fraude et une gestion améliorée des collectivités locales prônées par le gouvernement dénoncent les organisations syndicales.